



30

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL



Séance du : 28 Novembre 1990

Le Conseil municipal de la commune de SURESNES, légalement convoqué s'est réuni à la mairie.
sous la présidence de Monsieur le Maire, Christian DUPUY.

Le nombre de conseillers municipaux en exercice est de 39

Etaient présents : M. DUPUY, Maire - MM. LECLERCQ, COMMARE, MENARD, PREVOST, COL,
Mme BAUDAT (arrivée à l'affaire n° 4) MM. BARA, HYEST, Mme GUILLOU, Adjoints -
M. GRAS, Melle WERLE, M. TESTUD, Melle THELIER, M. LE TESSIER, Mme NADAL, MM.
ARENSMA, JONES, Mme HOREN, M. BRUNEAU, Mme COURTOIS, Melle MEGRET, Mmes LUCAS,
BERCKER, MM. SAINTE CLAIRE DEVILLE, RESPAUT, BURGEAT, Mmes GOUREVITCH (départ à
l'affaire n° 10), CAILLOUX, MM. THAUVIN, NAHUM, Mme JOUSSEAU, M. MOREAU,
formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés représentés :

MM. DELIN, TREBUCHET, Adjoints - MM. BALATRE, MONTET, BERIOT, Conseillers Municipaux

Absents excusés :

M. BUIGUES, Conseiller Municipal

Absents :

Secrétaire :

Melle MEGRET

«Le maire de SURESNES certifie que la convocation du Conseil municipal et le compte rendu de la présente
délibération ont été affichés à la mairie, conformément aux articles L. 121-10 et 121-17 du Code des Communes».

Le Maire de SURESNES certifie, conformément à
l'article 2 de la Loi du 22 Juillet 1982, que le
présent acte a été reçu par le représentant de
l'Etat le 14 DEC. 1990
et publié - notifié le 3 DEC. 1990

Pour le Maire
L'Adjoint Délégué,

n° 30 - RENFORCEMENT DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN (D.P.U.) SUR L'ENSEMBLE
DU TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SURESNES -

Par délibération du 30 Septembre 1987, le Conseil Municipal décidait de maintenir le Droit de Préemption Urbain (DPU) sur l'ensemble du territoire de la Commune de Suresnes conformément aux dispositions de la loi n° 87.557 du 17 Juillet 1987.

Ce droit de préemption ainsi adopté était dit "simple" : certaines aliénations et cessions concernant en particulier les immeubles en copropriété de plus de 10 ans, échappaient totalement à la Commune (art L 211.4 du Code de l'Urbanisme).

La pression immobilière sur certains secteurs vétustes et hétérogènes nous contraignant à un contrôle plus rigoureux des mutations, Monsieur le Maire propose qu'un Droit de Préemption Urbain (DPU) "renforcé" soit instauré sur l'ensemble du territoire de la Commune de Suresnes.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir en décider ainsi par application de l'article L 211.4 du Code de l'Urbanisme.

Invité à se prononcer,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Sur rapport de Monsieur le Maire,
Vu la loi n° 86.1290 du 23 Décembre 1986,
Vu la loi n° 87.557 du 18 Juillet 1987,
Vu les articles L 221.1 et R 211.1 et suivants du Code de l'Urbanisme,
Vu la délibération du 30 Septembre 1987,
Vu le Plan d'Occupation des Sols approuvé,

Considérant la pression immobilière actuelle sur l'ensemble du territoire de la commune,

Considérant qu'il convient de maîtriser le foncier, d'éviter les spéculations abusives dans les secteurs vétustes et hétéroclites, de contrôler les cessions et aliénations de biens immobiliers ne répondant pas aux normes d'hygiène et de sécurité,

D E L I B E R E

ARTICLE 1 : Décide d'instaurer un Droit de Préemption Urbain "renforcé" sur l'ensemble du territoire de la commune de Suresnes afin de contrôler les mutations immobilières intempestives, en application notamment des articles L 211.1, L 211.4 et R 211.1 du code de l'Urbanisme.

ARTICLE 2 : La présente délibération, conformément à l'article R 211.2 du code de l'Urbanisme, est affichée pendant 1 mois en mairie et fait l'objet d'une mention dans deux journaux diffusés dans le département.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits
Ont signé au registre les membres présents.

Pour le Maire et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint



C. CHIFMAN